

157 000 élèves de moins dans les Hauts-de-France d'ici 2040

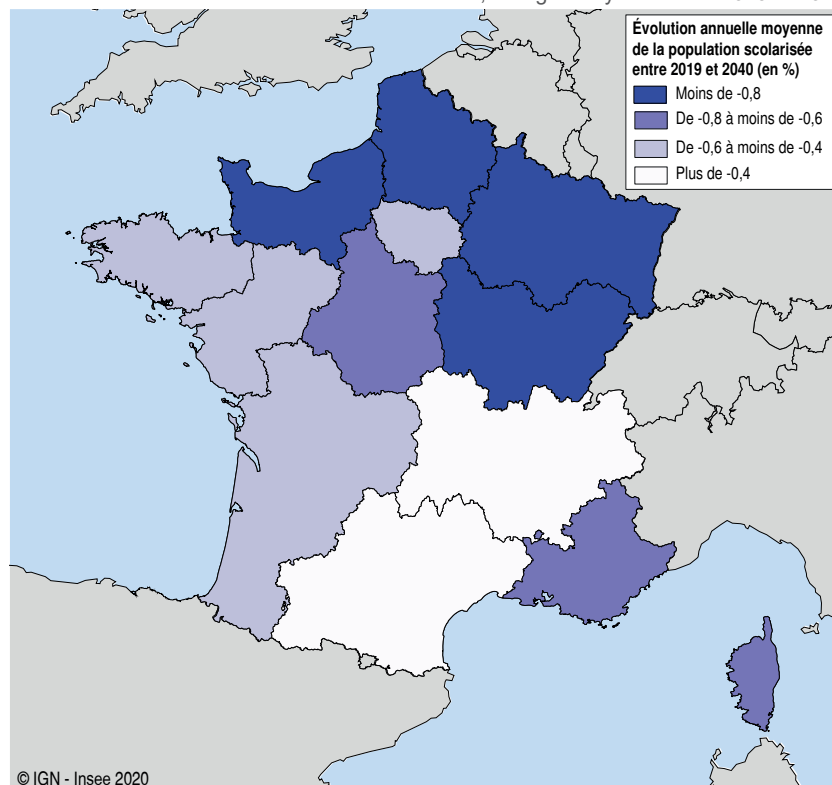
En 2040, si les tendances récentes observées en matière de fécondité se prolongeaient, les Hauts-de-France compteraient 790 000 élèves de 6 à 19 ans, soit 157 000 de moins qu'en 2019. Cette baisse, de 0,9 % en moyenne annuelle, serait la deuxième plus importante de France métropolitaine, après la Normandie, et à égalité avec le Grand Est. Elle serait plus modérée dans les bassins d'emploi-formation situés autour des grandes agglomérations de Lille et d'Amiens et au sud de la région. Ces territoires, attractifs pour les jeunes actifs qui viennent s'y installer, bénéficient d'une natalité plus dynamique. À l'inverse, les bassins situés à l'est de la région et à proximité du littoral, en déprise démographique, connaîtraient les baisses les plus marquées de la population scolarisée.

Sophie Éblé, Amélie Fievet, Marie-Michelle Legrand, Insee

À la rentrée 2018-2019, 947 000 élèves de 6 à 19 ans étudient dans les Hauts-de-France dans les premier et second degrés. Parmi eux, 401 500 sont scolarisés en élémentaire, 319 000 au collège et 226 500 au lycée. Plus d'un tiers des lycéens étudient en voie professionnelle, soit la part la plus élevée des régions de France métropolitaine (6 points de plus). 650 000 élèves sont scolarisés dans l'académie de Lille et 297 000 dans celle d'Amiens.

Entre 2019 et 2040, si les dernières tendances en matière de fécondité se prolongeaient (*méthodologie*), le nombre d'élèves serait en baisse de près de 17 %. Les Hauts-de-France compteraient alors 790 000 élèves âgés de 6 à 19 ans en 2040, soit 157 000 de moins qu'en 2019 (- 0,9 % par an) (*figure 1*). Ils seraient 544 500 dans l'académie de Lille (- 0,8 % par an) et 245 500 dans celle d'Amiens (- 0,9 % par an). Cette baisse serait moins marquée dans l'hypothèse d'une baisse du décrochage scolaire ou d'une hausse de l'attractivité régionale (*encadré*).

1 Entre 2019 et 2040, une baisse du nombre d'élèves de 0,9 % par an dans la région
Évolution des effectifs scolarisés en élémentaire, collèges et lycées entre 2019 et 2040



© IGN - Insee 2020

Champ : élèves scolarisés de 6 à 19 ans, au lieu d'études.

Sources : Insee, modèle Omphale, projection d'élèves, scénario fécondité basse ; Depp, base élèves.

Le recul du nombre d'élèves serait comparable dans l'élémentaire et le lycée (- 0,8 % par an, respectivement - 65 500 et - 37 000 élèves sur la période) et légèrement plus important dans les collèges (- 0,9 % par an, soit - 54 500 élèves) (figure 2). Après une décroissance marquée, le nombre d'élèves se stabiliserait d'ici 2031 dans l'élémentaire, et de manière décalée dans les collèges (2036) et les lycées (2040).

L'une des régions où le nombre d'élèves diminuerait le plus d'ici 2040

Entre 2019 et 2040, les Hauts-de-France seraient avec le Grand Est, la deuxième région où la baisse de nombre d'élèves serait la plus marquée, après la Normandie. Les évolutions du nombre d'élèves sont liées à la démographie. Dans un contexte de baisse de la fécondité et de vieillissement de la population, les effectifs scolarisés diminueraient dans l'ensemble des régions métropolitaines (- 0,6 % par an). Cependant, la baisse serait 2 à 4 fois moins rapide en Auvergne-Rhône-Alpes (- 0,2 %), en Occitanie (- 0,3 %) et en Pays de la Loire (- 0,4 %). Dans ces régions, le dynamisme démographique serait porté à la fois par un excédent naturel et un solde migratoire positif.

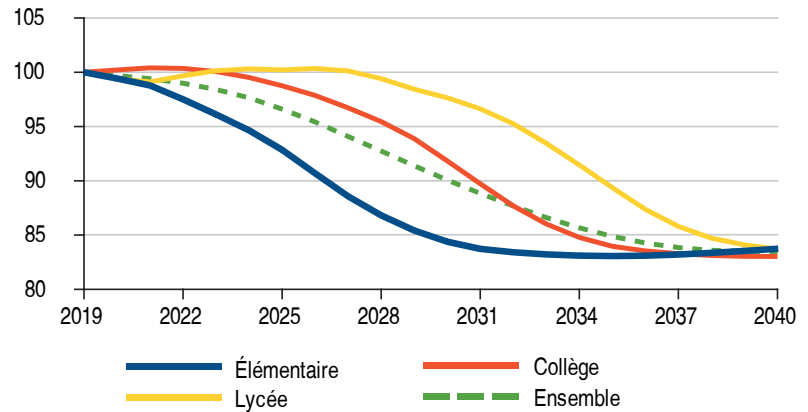
Dans la région, le nombre de collégiens déclinera dès 2023 et celui des lycéens dès 2027. Le recul du nombre de femmes en âge de procréer (15-49 ans) et la baisse de la fécondité (*définitions*) entraîneraient en effet une baisse des naissances, et par la suite de la population en âge d'être en élémentaire, puis au collège et au lycée. Depuis 1996, la population des femmes en âge de procréer diminue plus fortement dans la région qu'en France métropolitaine (- 0,6 % par an contre - 0,2 %) en raison d'un déficit migratoire nettement plus marqué. La fécondité, longtemps plus élevée dans la région, baisse par ailleurs depuis 2012 pour se rapprocher du niveau métropolitain, soit moins de 2 enfants par femme.

Forte décroissance du nombre d'élèves dans l'Aisne et le Pas-de-Calais

Tous les départements de la région connaîtraient une baisse de la population scolarisée plus importante qu'en France métropolitaine, particulièrement l'Aisne (- 1,2 % par an) et le Pas-de-Calais (- 1,0 %).

2 À l'horizon 2040, le nombre d'élèves serait en baisse

Évolution des effectifs scolarisés en élémentaire, collège et lycée entre 2019 et 2040 dans les Hauts-de-France (base 100 en 2019)



Champ : élèves scolarisés de 6 à 19 ans, au lieu d'études.

Sources : Insee, modèle Omphale, projection d'élèves, scénario fécondité basse ; Depp, base élèves.

Ces deux départements seraient en effet pénalisés par un solde migratoire négatif qui joue défavorablement sur le niveau des naissances. Les départs de jeunes de moins de 20 ans pour leurs études, et leur non-retour pour une partie d'entre eux, sont en effet importants dans l'Aisne et dans une moindre mesure le Pas-de-Calais, ce qui pénalise la natalité. Avec 64 000 élèves en 2040, l'Aisne perdrait 18 500 élèves par rapport à 2019. Le Pas-de-Calais en perdrait 45 500, et compterait 185 000 élèves en 2040.

À l'inverse, le département du Nord devrait enregistrer la baisse la plus faible au niveau régional (- 0,7 % par an). Dans ce département le plus jeune de la région, le dynamisme de la natalité limiterait la diminution du nombre d'élèves. 359 000 y étudieraient en 2040, soit 60 000 de moins qu'en 2019.

L'Oise et la Somme connaîtraient également une baisse du nombre d'élèves moins marquée qu'en région (- 0,8 % par an). Ces départements bénéficient d'un dynamisme migratoire plus favorable. L'Oise est notamment attractive pour les jeunes ménages franciliens. En 2040, 111 000 élèves seraient ainsi scolarisés dans l'Oise et 70 500 dans la Somme, soit une baisse respective de 20 500 et 12 500 élèves par rapport à 2019.

À l'horizon 2040, si les tendances actuelles en matière de fécondité, de migrations et de déplacements domicile-études se poursuivaient, tous les bassins d'emploi-formation de la région connaîtraient une baisse du nombre de collégiens et lycéens, mais les rythmes varieraient sensiblement selon les territoires. Ces disparités s'expliquent par les écarts de

dynamiques démographiques observées localement. Quatre profils de territoires ont été ainsi définis selon l'évolution des effectifs de collégiens et de lycéens sur les périodes 2019-2030 et 2030-2040 (figure 3 et méthodologie).

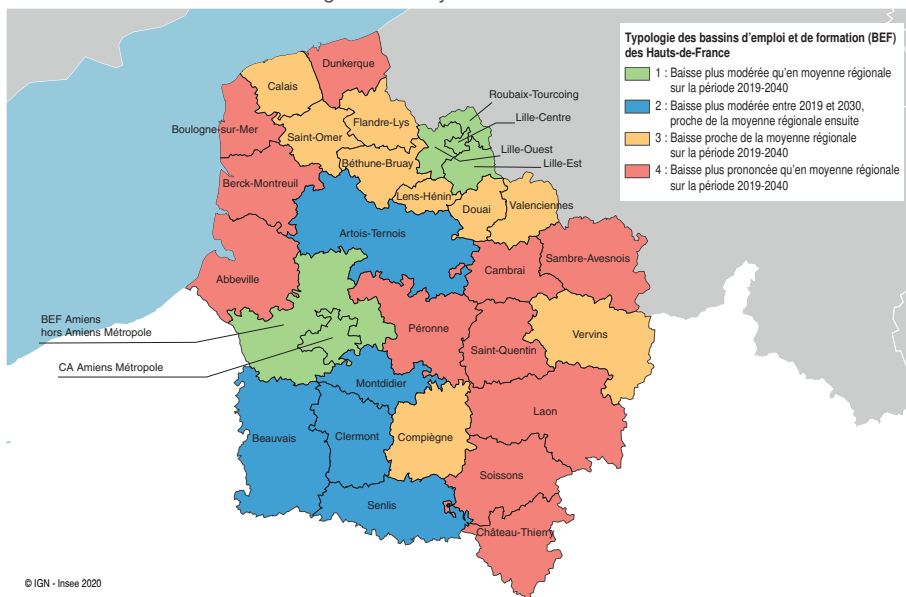
Un repli des effectifs scolarisés plus faible autour de Lille et d'Amiens

Dans les bassins des grandes agglomérations régionales de Lille et d'Amiens et ceux alentour (profil 1), la population scolarisée des collégiens et des lycéens diminuerait moins rapidement qu'en moyenne régionale d'ici 2040 (- 0,4 % par an dans les collèges comme dans les lycées).

Ces territoires sont dynamiques d'un point de vue démographique (population en hausse de 0,3 % par an sur la dernière décennie) car attractifs, en particulier pour les jeunes adultes qui y trouvent des opportunités de poursuites d'études, puis d'emploi. Plus de 25 % de la population a entre 20 et 39 ans et jusqu'à 40 % dans le bassin de Lille-Centre. À ces âges, la parentalité est la plus fréquente. De plus, le nombre de femmes en âge de procréer augmenterait de 0,3 % par an entre 2019 et 2030, tandis qu'il reculerait dans la région (- 0,2 %). Cette attractivité va alors de pair avec des naissances plus nombreuses. Les collégiens scolarisés en 2019 sont pour la plupart nés entre 2005 et 2008, ceux de 2040 le seront entre 2026 et 2029. Or, la baisse des naissances entre ces deux périodes dans ces bassins serait trois fois moins rapide que dans la région. Ainsi, la baisse du nombre de collégiens serait plus modérée qu'en moyenne et avec un décalage de 4 ans, celle des lycéens. Pour ces derniers, les

3 Quatre profils de territoire pour décrire les évolutions de collégiens et de lycéens

Typologie des bassins d'emploi-formation des Hauts-de-France selon les profils d'évolution des effectifs scolarisés de collégiens et de lycéens entre 2019 et 2040



© IGN - Insee 2020

Champ : collégiens et lycéens, au lieu d'études.

Sources : Insee, modèle Omphale, projection d'élèves, scénario fécondité basse ; Depp, base élèves.

effectifs progresseraient même entre 2019 et 2030 dans le bassin de Roubaix-Tourcoing (+ 0,3 % par an) et les sous-bassins de Lille-Est (+ 0,2 %) et Lille-Centre (+ 0,1 %) tandis qu'ils reculeraient dans la région (- 0,2 %).

En outre, le sous-bassin de Lille-Centre et la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole bénéficient d'un flux largement positif des navettes de lycéens domicile-études. Le nombre de lycéens qui y étudient est près de deux fois supérieur à celui des lycéens qui y résident (respectivement 187 et 181 lycéens scolarisés pour 100 lycéens résidents).

Les effectifs de lycéens progresseraient au sud de la région à l'horizon 2030 avant de décroître

Dans les bassins situés au sud de la région (Senlis, Beauvais, Clermont), mais également celui de Montdidier à proximité d'Amiens et celui de l'Artois-Ternois englobant la ville d'Arras (profil 2), les effectifs scolarisés dans le secondaire baisseraient nettement moins qu'en région entre 2019 et 2030 (- 0,2 % par an contre - 0,5 %) et de la même manière ensuite (- 1,2 %). Entre 2019 et 2030, le nombre de lycéens y progresserait (+ 0,2 % par an) (sauf dans le bassin d'Artois-Ternois) alors qu'il reculerait dans la région. Cette hausse atteindrait 0,4 % par an dans le bassin de Beauvais.

Ces territoires bénéficient d'un afflux de population lié à la périurbanisation, notamment ceux situés au sud de la région, dans la zone d'influence de l'aire francilienne. Attractifs sur le plan résidentiel, ils bénéficient de l'arrivée de populations actives et en âge d'avoir des enfants, en particulier des 30-39 ans, ce qui contribue à renforcer l'accroissement naturel et le solde migratoire. À l'horizon 2030, la baisse des effectifs de collégiens y serait nettement moindre qu'en moyenne régionale et le nombre de lycéens serait en hausse, en lien avec une baisse plus modérée des naissances. En revanche, entre 2030 et 2040, l'évolution de la population scolarisée s'effectuerait à un rythme proche de la moyenne régionale. La baisse des naissances serait en effet comparable à celle de la région sur cette période en raison d'un recul du nombre de femmes de 20-39 ans (- 0,2 % par an dans la décennie précédente) et de la baisse de la fécondité.

Une réduction du décrochage scolaire ou du déficit migratoire atténuerait la baisse du nombre d'élèves

L'évolution des élèves dépend des facteurs démographiques, mais aussi de l'évolution des taux de scolarisation, en particulier au-delà de l'âge de 16 ans, âge à partir duquel la scolarité n'est plus obligatoire. La lutte contre le décrochage scolaire (*définitions*) est un enjeu majeur des politiques éducatives. Depuis 2010, elle fait l'objet d'une action interministérielle qui vise à repérer, à prendre en charge et à accompagner les jeunes. Actuellement, les rectorats estiment que 10 % des jeunes de 16 à 19 ans de la région abandonnent leur scolarité sans avoir obtenu de diplôme.

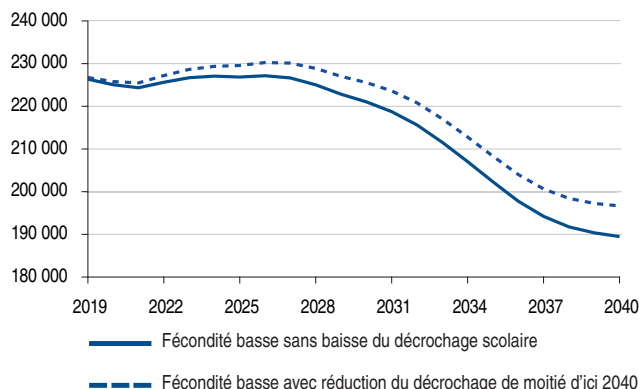
En formulant l'hypothèse d'une réduction de moitié de ce taux pour atteindre 5 % en 2040 – ce qui se traduit par une hausse progressive des taux de scolarisation – le nombre de lycéens en Hauts-de-France serait de 197 000 en 2040 (*figure 4*). Ainsi, on compterait 7 000 lycéens de plus en 2040 par rapport au scénario qui ne prend pas en compte de baisse du décrochage.

Un second scénario alternatif de projection a été défini à partir des hypothèses de travail du Sradet (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), qui fait l'hypothèse d'une région plus attractive pour certaines populations. Le scénario retenu repose ainsi sur une hypothèse de réduction de moitié du déficit migratoire d'ici 2040 des deux populations d'intérêts suivantes : les jeunes (21 à 27 ans) nombreux à quitter la région lors du passage à bac + 3 et les personnes de 30 à 45 ans qui peuvent chercher de meilleures opportunités professionnelles dans d'autres régions. Les autres hypothèses du scénario « fécondité basse » sont conservées.

D'après ce scénario, le nombre d'élèves scolarisés en 2040 serait de 798 300, soit 8 300 de plus qu'avec le scénario fécondité basse : + 5 000 dans l'élémentaire, + 2 400 dans les collèges et + 900 dans les lycées.

4 197 000 lycéens en 2040 dans l'hypothèse d'une réduction du décrochage scolaire de moitié

Évolution des effectifs de lycéens avec et sans baisse du décrochage scolaire



Champ : lycéens au lieu d'études.

Sources : Insee, modèle Omphale, projection d'élèves, scénario fécondité basse ; Depp, base élèves.

Une baisse proche de la moyenne régionale pour plusieurs bassins, dont le bassin minier

Les bassins se situant sur la diagonale allant de Calais à Valenciennes, ainsi que ceux de Vervins et Compiègne (profil 3), connaîtraient une baisse des effectifs du secondaire proche de la moyenne régionale entre 2019 et 2040 (- 1,0 % par an), mais plus marquée entre 2030 et 2040 (- 1,4 % contre - 1,2 %).

Dans ces bassins, les dynamiques démographiques récentes sont moins favorables. Entre 2006 et 2016, la population a progressé de 0,1 % par an, soit deux fois moins rapidement qu'en moyenne régionale. Cela s'explique notamment par les difficultés économiques et sociales rencontrées dans ces territoires, notamment le bassin minier, en lien avec de profondes mutations du tissu productif. Les taux

de chômage y sont particulièrement élevés, ce qui pénalise leur attractivité. La population déclinera plus fortement qu'en moyenne dans la région en raison d'un déficit migratoire persistant, en particulier dans les bassins de Valenciennes et de Lens-Hénin. Celui de Flandre-Lys, attractif pour les 30-49 ans, serait moins concerné. En baisse depuis plusieurs années, le nombre de femmes en âge de procréer continuerait de décroître à un rythme plus soutenu qu'en moyenne, avec pour conséquence moins de naissances et par la suite une diminution de la population scolarisée.

Le nombre d'élèves déclinera fortement sur le littoral et à l'est de la région

Les bassins du littoral et de l'est de la région (profil 4), connaîtraient les baisses de collégiens et de lycéens les plus marquées (respectivement - 1,4 et - 1,3 % par an).

Le repli démographique observé depuis plusieurs années dans ces bassins devrait se poursuivre (- 0,3 % par an entre 2019 et 2040). Le déficit migratoire est en particulier très marqué dans les bassins de Saint-Quentin, Sambre-Avesnois, Boulogne-sur-Mer et Dunkerque. Il concerne notamment les jeunes adultes et les femmes en âge de procréer. Par ailleurs, la population y est plus âgée et vieillissante, notamment dans les bassins du littoral attirant des retraités. Dans les bassins d'Abbeville et de Berck-Montreuil, plus d'un habitant sur cinq est âgé de 65 ans ou plus. En conséquence, les naissances de moins en moins nombreuses entraîneraient un recul important des effectifs de collégiens et de lycéens en 2030 et 2040. À l'horizon 2040, les baisses les plus importantes concerneraient les trois bassins de la côte : Abbeville, Berck-Montreuil et Boulogne-sur-Mer avec un recul du nombre de collégiens et de lycéens de 1,5 % en moyenne chaque année. ■

Méthodologie

À partir d'un outil coconstruit par l'Insee et la Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) et des projections de population du scénario « fécondité basse » du modèle Omphale 2017, la population des élèves est calculée à l'aide de taux de scolarisation ventilés par sexe et âge, utilisant les tendances observées sur la période 2013-2019, maintenues constantes ensuite. Ces élèves sont ensuite répartis par voie d'enseignement et secteur d'établissement (public ou privé). Afin d'obtenir la population d'élèves au lieu d'études, une matrice de flux d'élèves entre territoires de résidence et territoires d'études est utilisée. Les proportions d'élèves qui étudient sur un bassin d'emploi-formation différent de leur lieu de résidence sont maintenues constantes, à partir de la part observée en 2013.

Le scénario « fécondité basse » du modèle Omphale est le scénario privilégié dans cette étude reflétant mieux l'évolution à la baisse de la fécondité observée sur la période récente. Selon ce scénario, l'ICF baisserait de 0,19 enfant entre 2013 et 2020 et serait ensuite constant jusqu'en 2040.

Les projections de collégiens et lycéens sont réalisées par bassins d'emploi-formation, désignés par le terme « bassins » dans cette publication sauf pour les bassins de Lille et d'Amiens. Ceux-ci sont partitionnés plus finement. Celui de Lille comporte ainsi trois sous-bassins : Lille-Ouest, Lille-Est et Lille-Centre ; le bassin d'Amiens comporte deux sous-bassins déterminées en isolant la communauté d'agglomération (CA) d'Amiens Métropole du reste du bassin.

Une typologie des bassins d'emploi-formation a été réalisée à partir d'une CAH (classification ascendante hiérarchique) sur les coordonnées d'une ACP (analyse en composantes principales). Quatre indicateurs sont retenus dans l'analyse : évolutions des effectifs de collégiens et de lycéens sur les périodes 2019-2030 et 2030-2040.

Définitions

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

On parle de **décrochage scolaire** lorsqu'un élève quitte l'institution scolaire, abandonne ses études, arrête le cursus en cours avant qu'il ne soit terminé. Plus précisément, selon le code de l'éducation, être décrocheur, c'est ne pas avoir terminé avec succès le cycle de formation de second cycle du second degré dans lequel le jeune s'était engagé. Ainsi, est considéré comme décrocheur un élève titulaire d'un CAP, qui poursuit ses études pour le compléter par un second CAP ou pour obtenir un baccalauréat professionnel mais qui arrête sa scolarité sans avoir atteint son objectif. Autrement dit, on peut être décrocheur et diplômé.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769 59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :
Antoine Rault

Référent études qualité :
Grégoire Borey

ISSN 2493-1292 / ISSN en ligne 2492-4253

© Insee 2020

Crédits photos :
© Laurent Ghesquière
© Anaïs Gadeau
© Laurent Rousselin

Pour en savoir plus

- « [Un pic de jeunes en 2030, une diminution à plus long terme](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France n° 89*, décembre 2018
- « [Population des Hauts-de-France : la région quitte le trio de tête à l'horizon 2050](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France n° 50*, juin 2017
- « [Une croissance démographique régulière en Hauts-de-France, mais des disparités territoriales](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France n° 48*, mars 2017
- « [Entrée dans l'enseignement supérieur : plus de mobilités avec les autres académies à Amiens qu'à Lille](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France n° 79*, juin 2018

